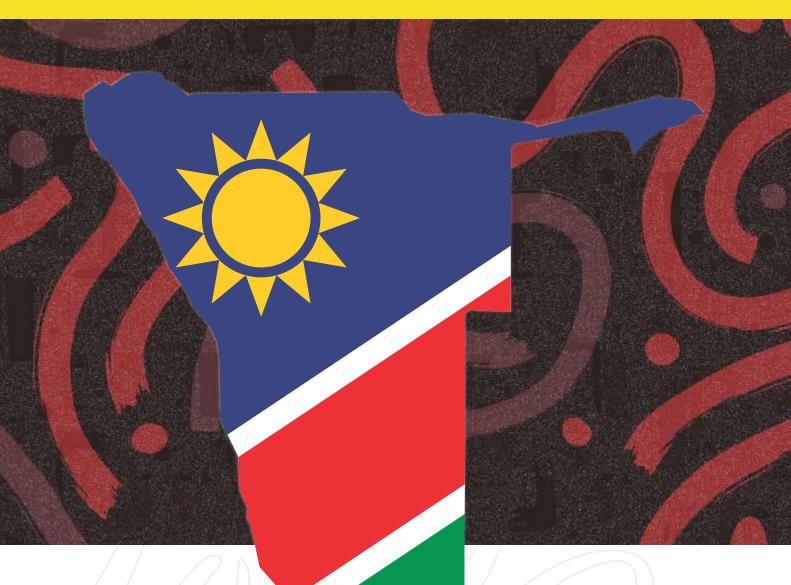


2021



Rapport sur les Droits Numériques et l'inclusion en Namibie



#### **DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NAMIBIE 2021 RAPPORT**

#### UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

#### Publié par Paradigm Initiative

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria Email: media@paradigmhq.org www.paradigmhq.org

Publié en Mai 2022

Rapport rédigé par Nashilongo Gervasius

Équipe Éditoriale: 'Gbenga Sesan, Kathleen Ndong'mo, Hlengiwe Dube, Margaret Nyambura Ndung'u, Mawaki Chango, Nnenna Paul-Ugochukwu and Thobekile Matimbe.

Conception de la page de couverture par Kenneth Oyeniyi

Conçu par Luce Concepts

Crédit images @ Pexels

This publication may be reproduced for non-commercial use in any form provided due credit is given to the publishers, and the work is presented without any distortion.

Copyright © 2022 Paradigm Initiative



Creative Commons Attribution 4.0 International (CC BY 4.0)

# TABLE DES MATIÈRES

01

**RÉSUMÉ EXÉCUTIF** 

02

INTRODUCTION

03

CONFORMITÉ AUX CADRES RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX

04

IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION COVID-19 SUR LES DROITS NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION

05

LIBERTÉ D'EXPRESSION EN LIGNE EN 2021

07

CONFIDENTIALITÉ, IDENTIFIANTS NUMÉRIQUES ET SURVEILLANCE

**ACCÈS À L'INFORMATION** 

09

PERTURBATIONS INTERNET

LOIS SUR LE DISCOURS
DE HAINE, LA DÉSINFORMATION
ET LA DIFFAMATION PÉNALE

11

L'EXCLUSION NUMÉRIQUE EN NAMIBIE ET SON IMPACT SUR LES DROITS HUMAINS

INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE ET PRIORISATION DES TIC

12

STRATÉGIE NATIONALE
D'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE

13

**GENRE ET TIC** 

14

CONCLUSION

**15** RECOMMANDATIONS



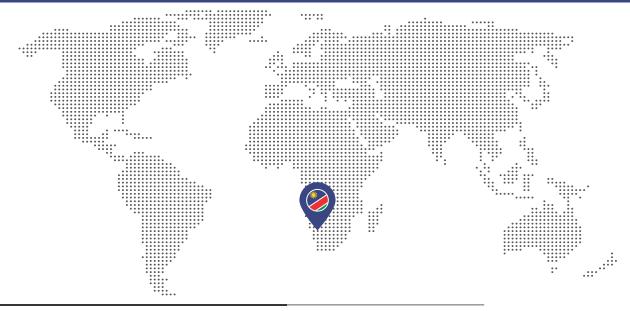
DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NAMIBIE 2021 RAPPORT

UNE PUBLICATION DE PARADIGM INITIATIVE

## **RÉSUMÉ EXÉCUTIF**

Le secteur de l'information, de la communication et de la technologie (TIC) est devenu un pilier important des activités économiques et sociales en Namibie, en particulier depuis que la pandémie de COVID-19 a frappé le pays en 2020. Cependant, les TIC ont été positionnées comme un catalyseur clé dans les principales stratégies de développement national, même avant la pandémie, les stratégies doivent cependant encore se traduire par une position clairement identifiable qui place le pays en règle lorsque les indices technologiques clés sont mesurés. En tant que tel, il n'y a pas d'indications claires sur l'urgence de mettre en œuvre des lois ou des politiques liées à la numérisation. Dans des cas isolés où de telles lois et politiques sont adoptées, les allocations budgétaires adéquates pour la mise en œuvre font défaut. Un bon exemple est la politique du haut débit de 2020, 1 l'une des premières politiques de ce type à être adoptée avec un plan de mise en œuvre visant, entre autres, à "améliorer la culture numérique" à des dates fixes et avec des dispositions budgétaires spécifiques. Cependant, les progrès n'ont pas été visibles à ce jour.

Bien que plusieurs politiques liées à la technologie soient en place, nombre d'entre elles sont devenues obsolètes et inapplicables au secteur en pleine croissance des TIC. Le pays n'a pas adopté de lois sur la cybercriminalité, la protection des données et l'accès à l'information. Il n'a pas non plus de politique de données ouvertes ni de position élaborée sur les technologies émergentes. Les TIC n'ont pas non plus été positionnées comme un outil pour atténuer la violence sexiste ou pour autonomiser les femmes.



 $<sup>1.\</sup> National\ Broadband\ Plan\ (2020)\ https://gazettes.africa/archive/na/2020/na-government-gazette-dated-2020-08-14-no-7308.pdf\ (consulté le 23 décembre 2021)$ 



#### INTRODUCTION -

## DROITS NUMÉRIQUES ET INCLUSION AU NAMIBIE



La Namibie est un pays d'Afrique australe qui partage des frontières avec l'Afrique du Sud, le Botswana, l'Angola, la Zambie et le Zimbabwe. Le pays a accédé à l'indépendance en 1990 et compte 2,5 millions d'habitants.<sup>2</sup> À partir de 2021, certaines données clés sur les TIC en Namibie comprennent: l'abonnement mobile est de 102%, l'abonnement haut débit fixe s'élève à 2,7%, 51% de la population sont des utilisateurs d'Internet, 31,2% sont des utilisateurs actifs de médias sociaux et il existe trois fournisseurs de services Internet.

La fourniture des télécommunications est dominée par deux entreprises parapubliques, Telecom Namibia et MTC Namibia. Ces entreprises parapubliques contribuent à la lenteur de la concurrence sur le marché de la téléphonie mobile.<sup>5</sup> La société privée Paratus Telecom est actuellement un concurrent notable tandis que MTN Namibia, sous licence depuis 2014, peines à atteindre une part de marché limitée.

### **DE LA POPULATION SONT DES** UTILISATEURS D'INTERNET

La Namibie se classe au 102e rang de l'indice Internet inclusif, où des indicateurs tels que le contenu pertinent, l'infrastructure, l'utilisation, la confiance et la sécurité ont enregistré une détérioration au cours de la période considérée. Le Networked Readiness Index (2021)<sup>8</sup> classes le pilier technologique de la Namibie qui mesure l'accès, le contenu et les technologies futures à 30,91, le plus faible des quatre piliers de l'indice.

https://data.worldbank.org/indicator/SP.POP.TOTL?locations=NA (consulté le 23 décembre 2021)

<sup>2.</sup> Population estimée de la Namibie par la Banque mondiale (2020)

<sup>3.</sup> Work Bank Data Mobile Subscription in Namibia (2020) https://data.worldbank.org/indicator/IT.CEL.SETS?locations=NA (consulté

<sup>4.</sup> Data Portal Namibia Internet Users (2021) https://datareportal.com/search?q=namibia (consulté le 26 décembre 2021)

<sup>5.</sup> Developing Telecoms Namibia prévoit la privatisation de Namibia Telecom et MTC (2020)

https://developing telecoms.com/telecom-business/market-reports-with-buddecom/10087-namibia-plans-privatisation-of-namibia-namibia-namibia-plans-privatisation-of-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-namibia-natelecom-and-mtc.html (consulté le 27 décembre 2021)

<sup>6.</sup> Namibian Sun MTC Questions MTN License ((2021) https://www.namibiansun.com/news/mtc-questions-awarding-of-mtnlicence-2021-08-04 (consulté le 27 décembre 2021)

<sup>7.</sup> The Inclusive Internet Index Namibia https://theinclusiveinternet.eiu.com/explore/countries/NA/ (consulté le 27 décembre 2021)

<sup>8.</sup> Network Readiness Index Namibia) https://networkreadinessindex.org/country/namibia/ (consulté le 28 décembre 2021)



De plus, le pays est classé 155e dans l'indice mondial de cybersécurité et 135e dans l'indice national de cybersécurité. La protection des services numériques, la protection des données personnelles et les réponses aux cyber incidents en tant qu'indicateurs ont tous obtenu 0 %. La Namibie s'est classée 100e dans l'indice de qualité de vie numérique 2021 où la sécurité électronique est classée 102e, l'infrastructure électronique est classée 96e et l'administration en ligne, 90e.<sup>10</sup>

Alors que la numérisation est en cours en Namibie, le pays est confronté à des défis majeurs liés à l'absence de lois et au manque de priorité en matière de sécurité numérique, ainsi qu'à des systèmes de services électroniques inefficaces pour améliorer l'accès public et la prestation de services. L'absence de faciliter les données disponibles sur la pénétration du haut débit et l'absence d'une vision numérique nationale cohérente pour le pays ont conduit à des efforts sociaux dispersés en faveur de l'inclusion numérique au niveau national.

## **CONFORMITÉ AUX CADRES RÉGIONAUX ET INTERNATIONAUX**

En règle générale, l'état de droit et le constitutionnalisme sont perçus comme pleinement respectés en Namibie. Le pays fait partie des dix (10) pays africains qui ont ratifié<sup>11</sup> la Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles, également connue sous le nom de convention de Malabo. La ratification de la Convention n'a cependant pas conduit le pays à se conformer aux exigences de la convention et le pays reste sans loi sur la cybersécurité ou la protection des données.

Des efforts tels que le développement d'une stratégie de cybersécurité 12 ont récemment fait

surface, cependant, sans autres actions au profit des citoyens. Ladite stratégie vise à rejeter les projets de loi tels que le projet de loi sur la cybercriminalité (en projet depuis 2013) et le projet de loi sur la protection des données.<sup>13</sup> L'absence d'un cadre de protection juridique complet a exposé le pays à des activités cybercriminelles de haut niveau.14 Actuellement, la Namibie est l'un des pays africains les plus ciblés par la cybercriminalité. En 2021, les consultations finales pour les révisions du projet de loi sur la cybercriminalité ont été annoncées et jusqu'à présent, aucun autre progrès n'a été signalé. Le projet de loi a déjà été critiqué pour justifier une surveillance inutile parmi les citoyens malgré la

<sup>9.</sup> National Cyber Security Index - Namibie ≈ https://www.ncsi.ega.ee/country/na/99999999/ (consulté le 28 décembre 2021) 10. The Economist 'La Namibie se classe au 100e rang mondial dans l'indice de qualité de vie numérique 2021'

 $https://economist.com.na/64988/technology/namibia-ranks-100th-in-the-world-in-digital-quality-of-life-index-2021/\\ (consultégrand) and the consulter of the c$ le 28 décembre 2021)

<sup>11.</sup> UA (2020) "Convention de l'Union africaine sur la cybersécurité et la protection des données personnelles" consultée pour la dernière fois sur https://au.int/en/treaties/african-union-convention-cyber-security-and-personal-data-protection

<sup>12.</sup> Les décisions du Cabinet namibien (2020) "Développement de la stratégie de cybersécurité" disponible sur

https://m.facebook.com/TheNamibianNewspaper/photos/a.287882347907943/3730364760326334/?type=3&p=6013. ALT Advisory (2020) Data Protection Africa, Factsheet Namibia https://dataprotection.africa/wp-

content/uploads/2020/03/Namibia-Factsheet-updated-20200331.pdf Le projet de loi sur la protection des données est sous forme de projet de loi depuis 2013.

<sup>14.</sup> L'ISACA namibien (2020) parle de la cybersécurité à Windhoek disponible sur https://www.namibian.com.na/192858/archiveread/Isaca-talks-cyber-security-in-Windhoek

<sup>15.</sup> IT Web (2019) « Cybercriminalité : la Namibie, pays le plus ciblé en Afrique » Disponible sur https://itweb.africa/content/mQwkoq6PA9973r9A

fourniture de la plupart des pouvoirs procéduraux requis en vertu de la Convention sur la cybercriminalité (Convention de Budapest), qui comprend les dispositions relatives aux perquisitions, saisies, confiscations, rectifications et effacements, comme indiqué dans les articles 17 à 23 de la Convention.

Pour sa part, le projet de loi sur la protection des données (en version préliminaire depuis 2013) a été renvoyé par le ministre de la Justice aux processus d'élaboration de la loi, affirmant qu'il est trop large dans son application et qu'il manque de problèmes contextuels au pays malgré des séries de consultations publiques. Dans sa forme actuelle, le projet de loi contient des dispositions internationalement observées telles que les droits des personnes concernées et les obligations des responsables du traitement et des sous-traitants.

En outre, le projet de loi aborde également les questions de flux transfrontalier de données à caractère personnel tout en prévoyant la création d'une autorité de contrôle de la protection des données. Cependant, ces dispositions semblent être généralement présentées sous forme de modèle sans établir de lien entre la manière dont le projet de loi fonctionnera dans le cadre des fonctions de gestion technologique actuelles dans le pays, comme en stipulant clairement la relation avec le régulateur ou les dispositions avec d'autres lois existantes ou en projet.

La Namibie a ratifié la Convention relative aux droits de l'enfant 16 et a en outre adhéré aux articles 2 et 3 du Protocole facultatif des Nations Unies à la Convention relative aux droits de l'enfant concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants. Le pays a également ratifié<sup>17</sup> la Charte africaine des droits de l'homme et des peuples communément appelée Protocole de Maputo. Il fait également partie de divers autres instruments internationaux relatifs aux droits de l'homme tels que la Convention internationale relative aux droits civils et politiques, la Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination à l'égard des femmes et la Convention relative aux droits des personnes handicapées, entre autres.

Dans une certaine mesure, des éléments de protection des personnes, en particulier ceux liés aux enfants, sont reflétés à la fois dans la loi sur les communications (2009) et dans le projet de loi sur la cybercriminalité. Sans mise en œuvre effective des lois concernées, la conformité à ces cadres régionaux et internationaux reste largement absente.

## **IMPACT DE LA RÉGLEMENTATION COVID-19 SUR LES DROITS** NUMÉRIQUES ET L'INCLUSION

Suite à l'épidémie mondiale de COVID-19, plusieurs réglementations ont été appliquées en Namibie. Il s'agit notamment de la réglementation sur l'apprentissage en ligne, alors comprise comme une option viable pour dispenser un enseignement dans les circonstances. Une évaluation de l'efficacité de l'apprentissage en ligne a révélé qu'il n'aurait peutêtre pas donné les résultats escomptés. En 2021, le ministre de l'Éducation de base a signalé que 30 000 apprenants n'avaient pas pu être retrouvés dans l'environnement d'apprentissage à distance en 2020, tandis que 3 000 apprenants avaient été perdus à cause d'une grossesse chez les adolescentes.<sup>18</sup> Ces statistiques présentées révèlent les défis de l'apprentissage à distance et l'inefficacité de la distanciation sociale dans une

<sup>16.</sup> Convention relative aux droits de l'enfant des droits de l'homme des Nations Unies https://www.ohchr.org/EN/ProfessionalInterest/Pages/CRC.aspx (consulté le 5 janvier 2021)

<sup>17.</sup> La Namibie a ratifié le Protocole de Maputo en 2004 https://www.maputoprotocol.up.ac.za/index.php/namibia (consulté le 5 janvier 2022)

<sup>18.</sup> Journal New Era « Nghipondoka décourage les parents de visiter les apprenants en internat » https://neweralive.na/posts/nghipondoka-discourages-parents-from-visiting-boarding-learners (consulté le 5 janvier 2022)

certaine mesure. En réalité, les réglementations de l'apprentissage en ligne ont répondu aux réalités sur le terrain telles que les coûts élevés des données et l'inaccessibilité des combinés TIC nécessaires pour effectuer l'éducation, d'où l'échec des efforts.<sup>19</sup> D'autres efforts concertés tels que des investissements financiers et en équipements techniques ont été signalés dans le secteur de l'éducation.<sup>20</sup> Malheureusement, sans les réglementations de soutien telles que les sites d'éducation à taux zéro, entre autres, comme préconisé <sup>21</sup> pour augmenter l'utilisation et l'accès, elles sont restées insignifiantes.

En réalité, les réglementations de l'apprentissage en ligne ont répondu aux réalités sur le terrain telles que les coûts élevés des données et l'inaccessibilité des combinés TIC nécessaires pour effectuer l'éducation, d'où l'échec des efforts. D'autres efforts concertés tels que des investissements financiers et en équipements techniques ont été signalés dans le secteur de l'éducation. Malheureusement, sans les réglementations de soutien telles que les sites d'éducation à taux zéro, entre autres, comme préconisé pour augmenter l'utilisation et l'accès, elles sont restées insignifiantes. Pour élargir l'accès à Internet et aux opportunités, le gouvernement aurait pu envisager d'autres incitations telles que des frais de réduction des données. Cela aurait pu donner du crédit aux conclusions de Kaisara et Bwalya selon lesquelles "les problèmes d'accessibilité en Namibie pendant

le COVID-19 ont été exacerbés par des coûts de données relativement exorbitants, des performances réseau médiocres et des appareils qui ne sont pas conviviaux lors de l'accès aux ressources en ligne". 22 Ils ont remis en question la durabilité de l'apprentissage en ligne en Namibie par rapport à des facteurs tels que la fracture numérique urbaine rurale, le handicap et l'accès à la technologie, ainsi que la dynamique de genre entourant l'apprentissage en ligne.

Les réglementations pandémiques liées à la recherche des contacts ont suscité des critiques. Les préoccupations sont liées à la collecte de données telles qu'énoncées dans le rapport publié par l'ISOC Namibie.<sup>23</sup> Les conclusions du rapport indiquent que les personnes concernées disposent de moyens désespérés pour protéger leurs données personnelles collectées sans garanties telles que la stipulation d'une période de conservation des données.<sup>24</sup> En l'absence d'une loi et d'une réglementation sur la protection des données et du manque général de sensibilisation aux droits numériques, les données des utilisateurs continuent d'être conservées sans les réglementations appropriées en matière de confidentialité et de protection des données, même dans le contexte d'une urgence de santé publique, à la lumière du COVID -19 applications de surveillance lancées par des particuliers et des institutions.<sup>25 26 27</sup>

<sup>19.</sup> N Gervasius "Apprentissage en ligne obligatoire dans les écoles publiques de Namibie : une idée louable entachée par la fracture numérique ?" https://africaninternetrights.org/sites/default/files/Nashilongo\_Gervasius.pdf (consulté le 5 janvier 2022)

<sup>20.</sup> Namibian Sun "Education - invests N\$9 million in technology" (2021) https://www.namibiansun.com/news/education-invests-n9-millionin-technology2021-05-21 (consulté le 5 janvier 2022)

<sup>21.</sup> Deloitte "Pandémie COVID-19: mesures d'allégement fiscal que nous espérons voir" (2020)

https://www2.deloitte.com/za/en/namibia/pages/tax/articles/COVID19-Tax-relief-measures-we-hope-to-see-Namibia.html (consulté le 5 janvier 2022)

<sup>22.</sup> G Kaisara & K Bwalya« Investigating the E-Learning Challenges Faced by Students during Covid-19 in Namibia » (2021) https://files.eric.ed.gov/fulltext/EJ1285672.pdf (consulté le 5 janvier 2022)

<sup>23.</sup> Internet Society (ISOC) Namibie "Protection des données et confidentialité en Namibie : une étude exploratoire dans le contexte de COVID-19" (2021) (consulté le 7 janvier 2022)

<sup>24.</sup> The Namibian Newspaper "First name Apple last name Tomato" (2020) https://www.namibian.com.na/206468/archive-read/First-name-Apple-last-name-Tomato (consulté le 7 janvier 2022)

<sup>25.</sup> Forum de l'Université de Namibie (UNAM) "L'UNAM lance une application mobile pionnière de suivi des contacts COVID-19: NamCotrace" (2020) (consulté le 7 janvier 2022)

<sup>26.</sup> Université des sciences et technologies de Namibie (NUST) "NUST lance le site Web et l'application mobile COVID-19" (2020)

https://www.nust.na/?q=news/nust-launches-covid-19-website-and-application-mobile (consultée le 7 janvier 2022)

<sup>27.</sup> New Era Newspaper 'Covid-19 : les sections locales développent une application de recherche de contacts » https://neweralive.na/posts/covid-19-locals-develop-contact-tracing-app (consulté le 7 janvier 2022)

## LIBERTÉ D'EXPRESSION **EN LIGNE EN 2021**

En 2021, le classement de la Namibie par Reporters sans frontières a chuté d'une position par rapport à la 23e position.<sup>28</sup>

Même avec cette baisse, le pays reste le pays le plus libre d'Afrique en matière de liberté de la presse. La baisse du classement a été attribuée aux plaintes<sup>29</sup> et aux "attaques verbales" 30 qui auraient été lancées par le porte-parole du président à l'encontre des journalistes et de la presse. Freedom House a également classé la Namibie comme un pays libre, avec des indicateurs liés à la liberté de parole et d'expression se situe entre 90% et 100%.<sup>31</sup> Le rapport de Freedom House souligne que "l'autocensure est devenue courante dans les médias d'État, les médias privés restent critiques à l'égard du gouvernement" et que "l'absence de lois sur l'information entrave le journalisme d'investigation". En outre, le rapport souligne également que les journalistes ont été confrontés à des obstacles pendant et sous prétexte de la crise du COVID-19. Un cas d'espèce dans le rapport indique l'incident de 2020 qui a conduit à des excuses présentées par le bureau du président après que des journalistes ont été empêchés d'assister à la cérémonie d'ouverture d'un centre d'isolement COVID-19 à Windhoek qui a conduit deux femmes journalistes à déposer des plaintes pour agression contre la police. sur leur traitement.

Néanmoins, les réglementations COVID-19

criminalisant la désinformation liée au COVID-19 restent en place, malgré les craintes qu'elles limitent la liberté d'expression. Entre-temps, les mythes et la désinformation sévissent sur les plateformes de médias sociaux, en particulier les groupes WhatsApp. Le projet de vérification des faits de l'Institute for Public Policy and Research (IPPR) a rapporté que "Depuis janvier 2020, la désinformation liée au COVID-19 est devenue répandue sur les réseaux sociaux Namibiens". 32 Il a également indiqué que "la réglementation de l'état d'urgence criminalisant la propagation de la désinformation liée au COVID-19 ne semble pas avoir eu d'effet dissuasif sur les utilisateurs des médias sociaux partageant et diffusant ce contenu".33

Les médias sociaux restent un espace contesté. Beaucoup utilisent les plateformes pour décrire les injustices dans leurs communautés, susciter des engagements publics tout en cherchant à rendre des comptes aux titulaires de charges publiques. Cependant, dans de nombreux cas, la critique des personnes au pouvoir, comme dans le cas du juge en chef adjoint, conduit à une condamnation sévère par les institutions de l'État.34 Dans cette affaire, les critiques ont été jugées comme "sapant la confiance dans le système judiciaire". D'autres avertissements connexes et importants qui peuvent être interprétés comme la restriction de l'engagement sur les réseaux sociaux et de la liberté d'expression a également été signalée par des politiciens.<sup>35</sup>

<sup>28.</sup> Reporters sans frontière (RSF) « La liberté réelle en Namibie mais les menaces fréquentes » (2021) https://rsf.org/en/namibia (consulté le 7 janvier 2022)

<sup>29.</sup> Windhoek Observe (« Les plaintes volent entre Hengari et les médias » (2020)

https://www.observer24.com.na/complaints-fly-between-hengari-and-the-media/ (consulté le 7 janvier 2022)

<sup>30.</sup> All Africa "Namibia: Hengari 'Verbal Attacks' Cited in Press Freedom Report" (2021)

https://allafrica.com/stories/202104210883.html (consulté le 7 janvier 2022)

<sup>31.</sup> Freedom House "Namibia Freedom of the World Report 2021" https://freedomhouse.org/country/namibia/freedomworld/2021 (consulté le 7 janvier 2022)

<sup>32.</sup> Institute for Public Policy and Research (IPPR) « Countering the (dis)infodemic: Namibia Social Media and COVID-19 disinformation » (2020) https://ippr.org.na/wp-content/uploads/2020/07/COVID\_PAPER1\_disinfo.pdf (consulté le 9 ianvier 2022)

<sup>33.</sup> Institute for Public Policy and Research (IPPR) « Countering the (dis)infodemic: Namibia Social Media and COVID-19 disinformation » (2020) https://ippr.org.na/wp-content/uploads/2020/07/COVID\_PAPER1\_disinfo.pdf (consulté le 9 janvier 2022)

<sup>34.</sup> Journal New Era « Les juges condamnent les attaques des médias sociaux contre Damaseb » (2021) https://neweralive.na/posts/judges-condemn-social-media-attacks-on-damaseb (consulté le 9 janvier 2022)

<sup>35.</sup> New Era Newspaper 'Amutse warns against social media abuse' (2021) https://neweralive.na/posts/amutse-warnsagainst-social-media-abuse (consulté le 9 janvier 2022)

## **CONFIDENTIALITÉ, IDENTIFIANTS NUMÉRIOUES ET SURVEILLANCE**

En 2021, la Namibie a lancé des documents d'identité numériques<sup>36</sup> lisibles par machine censés faciliter les dispositions en matière de gouvernance électronique et faciliter les déplacements transfrontaliers. Bien que le déploiement de ce projet soit progressif, il convient de surveiller les mesures 37 d'exclusion auxquelles les identifiants numériques se sont habitués en Afrique, en particulier pour les personnes âgées et les femmes.

De plus, le fournisseur de télécommunications mobiles Mobile Telecommunications Company (MTC) a annoncé des systèmes de vérification biométrique et d'intelligence artificielle<sup>38</sup> pour sa solution de service "Connaître son client", certains leaders de l'industrie affirmant que l'opérateur n'a pu le mettre en œuvre qu'après avoir obtenu l'accès aux registres de la population et des impôts. Dans le cadre de son mandat temporaire de mise en œuvre de la subvention <sup>39</sup> de revenu d'urgence COVID-19.40 En l'absence de loi et de réglementation sur la protection des données, un tel accès laisse la place à l'abus de la conservation et de la réutilisation des données personnelles sans le consentement autorisé des personnes concernées.

Dans l'ensemble, le système MTC a été critiqué par les acteurs de la société civile.<sup>41</sup> En particulier, des systèmes comme le leur ont été utilisés "pour la surveillance biométrique de masse et la répression politique, par le traçage, le blocage et la fermeture des télécommunications et de l'internet d'individus ciblés et groupes". De plus, déjà en 2016, la police namibienne est devenue le premier organisme chargé de l'application de la loi en Afrique australe à introduire un système d'identification biométrique automatisé. 42 Bien qu'aucune plainte n'ait fait surface parmi le public, les identifiants biométriques sont généralement connus pour collecter des informations injustifiées auprès du public et des audits publics réguliers de ces systèmes seraient nécessaires pour garantir la confiance des citoyens.

#### **ACCÈS À L'INFORMATION**

Malgré plusieurs années d'élaboration, la loi Namibienne sur l'accès à l'information 43 n'a pas encore été adoptée. Cependant, en 2021,44 le ministère des Technologies de l'information et de la communication a lancé un processus de consultation publique à l'échelle nationale 45 46 47 avec le soutien de l'ISOC Namibie et de l'UNESCO afin d'évaluer les commentaires du public sur le projet de loi tout en sensibilisant la base à l'importance de l'accès à l'information.

<sup>36.</sup> Windhoek Express « Nouvelles cartes d'identité : à quoi s'attendre » (2021) https://www.we.com.na/news/new-id-cards-what-to-expect2021-10-17 (consulté le 9 janvier 2022)

<sup>37.</sup> Research CT Africa « Why Digital ID Matters » (2021) https://researchictafrica.net/2021/06/21/why-digital-id-matters/ (consulté le 9 janvier

<sup>39.</sup> Africa Tech ("[Namibia] MTC introduit la biométrie et l'IA pour protéger les données des consommateurs et lutter contre le vol d'identité" (2021) https://africabusiness communities.com/tech/tech-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-curb-news/namibia-mtc-introduces-biometrics-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-and-ai-to-protect-consumer-data-ai-toidentity-theft/ (consulté le 9 janvier 2022)

<sup>40.</sup> Ministère des Finances "FAQ sur la subvention de revenu d'urgence du paquet de relance et de secours économiques" (2020) (consulté le 9 janvier

Société de télécommunications mobiles (MTC) "AVIS : Subvention de revenu d'urgence Covid-19" (2020) (consulté le 9 janvier 2022)

<sup>41.</sup> All Africa "Namibia: Al, Biometrics and No Protection From Abuse" (2021) https://allafrica.com/stories/202102240646.html (consulté le 9 janvier

<sup>42.</sup> Informante Journal "Nampol numérise les processus d'identification du crime" (2016) https://m.facebook.com/informantenam/photos/nampoldigitises-crime-id-processnadia-meding-the-namibian-police-nampol-is-makin/1077181402348819/?locale=zh\_CN (consulté le 9 janvier 2022)

<sup>43.</sup> Namibia Media Trust (NMT) "La loi sur l'accès à l'information est attendue depuis longtemps en Namibie - les professionnels des médias" (2019) https://www.nmt.africa/News/46/Access-to-information-law-long-overdue-in- Namibia-&ampndash-media-practitioners (consulté le 10 janvier 2022) 44. All Africa "Namibia: 91 Percent of Oshikoto Deprived of Information" (2021)https://allafrica.com/stories/202110040350.html (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>45.</sup> Journal New Era « MICT Consults Hardap on Information Bill » (2021) https://neweralive.na/in/posts/mict-consults-hardap-on-information-bill (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>46.</sup> Xinhua Net« Feature: Access to health information aids Namibian rural dwellers in COVID-19 fight » (2021 http://www.xinhuanet.com/english/2020-12/19/c\_139601535.htm (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>47.</sup> Caprivi Vision) "Access to Information Bill under Scrutiny in Zambezi" (2021 https://www.caprivivision.com/access-to-information-bill-underscrutiny-in-zambezi/ (consulté le 10 janvier 2022)



En septembre 2021, le projet de loi a été de nouveau soumis 48 au parlement pour la troisième fois et est examiné par les parlementaires pour obtenir des éclaircissements<sup>49</sup> sur les pouvoirs du commissaire indépendant à l'information et la large portée de son mandat.

À ce jour, le projet de loi a été classé comme "Fort mais des réformes pourraient en faire un leader africain" par le Centre pour le droit et la démocratie, qui formule des recommandations telles que "Aucune raison ne devrait être exigée lors d'une demande d'information et des procédures plus détaillées pour faire des demandes devraient être ajoutées" et que "la loi sur l'Al devrait l'emporter sur les dispositions relatives au secret dans d'autres lois en cas de conflit", et enfin en ajoutant que "les exclusions actuelles d'informations clés liées au cabinet et à la magistrature devraient être supprimées".50

Dans l'intérêt du public, le projet de loi stipule que les agents d'information travaillant pour des entités publiques peuvent être punis s'ils fournissent des informations incorrectes, incomplètes ou trompeuses, tandis que la loi institue également la nomination d'un commissaire et d'un souscommissaire à l'information.<sup>51</sup> Ces dernières sont également des dispositions de la Loi type africaine sur l'accès à l'information pour l'Afrique, qui propose une plus grande inclusion par le biais de consultations d'experts, y compris avec la société civile dans la division 2, section 56 qui traite de l'engagement d'experts (p.47).52 Une fois adopté, l'ATI de la Namibie détient des perspectives pour promouvoir les droits numériques.

Auparavant, le projet de loi sur l'accès à l'information avait été critiqué pour les exemptions de grande envergure, qui pourraient avoir un impact négatif sur l'exercice des droits et libertés numériques si elles étaient adoptées.<sup>53</sup> Ces exemptions comprenaient des informations et des dossiers sur la sécurité nationale, la confidentialité des fonctions judiciaires et des informations en possession de certains organes publics tels que le cabinet et ses comités.

<sup>48.</sup> All Africa "Namibia: Access to Information Bill Resubmitted" (2021) https://allafrica.com/stories/202109201062.html (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>49.</sup> Parlement de Namibie « ATI Bill under scruty » (2021) https://www.parliament.na/ati-bill-under-scrutiny/ (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>50.</sup> The Center for Law and Democracy "Namibia: Access to Information Bill Strong But Reforms Could Make it an African Leader" (2021) (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>51.</sup> Parlement de Namibie « Access to Information Bill » (2020) https://www.parliament.na/wpcontent/uploads/2021/07/Access-to-Information-Bill-B4-2020-min.pdf (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>52.</sup> CADHP « Loi type sur l'accès à l'information pour l'Afrique 2013 » https://www.achpr.org/presspublic/publication?id=82 (consulté le 15 mars 2022)

<sup>53.</sup> Collaboration sur la politique des TIC pour l'Afrique orientale et australe (CIPESA) "Le bilan des droits numériques de la Namibie et de la Sierra Leone sera évalué lors de la 38e session de l'examen universel par les pairs" (2021) (consulté le 10 janvier 2022)



#### **PERTURBATIONS INTERNET**

Les interruptions d'Internet ne sont pas courantes en Namibie. Cependant, en 2021, des rapports<sup>54</sup> ont fait état de pannes Internet de 30 minutes, puis de 90 minutes, les 21 et 22 juillet. Il a été confirmé plus tard que la perturbation d'Internet avait été causée par un câble sous-marin endommagé, West Africa Cable System (WACS).<sup>55</sup>

## LOIS SUR LE DISCOURS DE HAINE, LA DÉSINFORMATION ET LA DIFFAMATION PÉNALE

Le discours de haine se poursuit sans relâche en Namibie, en particulier<sup>56</sup> en ce qui concerne les minorités raciales et sexuelles.<sup>57</sup> Après des consultations et des demandes d'intervention d'une coalition d'individus et de la société civile en 2021, le médiateur namibien John Walters a informé les médias que le discours de haine n'est pas défini comme une infraction en Namibie.<sup>58</sup>

La demande d'intervention, comme indiqué cidessus, souligne la nécessité pour le pays d'examiner les cadres juridiques nécessaires dans lesquels le discours de haine peut être envisagé. Les barrages verbaux tels que ceux proférés au parlement par le parlementaire Jerry Ekandjo,<sup>59</sup> sont de nature haineuse et menacent les minorités sexuelles du pays. Ce sont là des raisons de subir une réforme juridique et d'assurer une protection contre les discours de haine, en particulier à l'ère d'Internet.

Pendant ce temps, la proclamation de règlement 9 de 2020 des règlements COVID-19 qui a créé des infractions et des sanctions et criminalisé <sup>60</sup> la désinformation concernant le virus est toujours en place malgré la rage active de la désinformation via les médias sociaux. Lorsqu'il est reconnu coupable, le règlement fixe une amende n'excédant pas 2 000 dollars namibiens ou une peine d'emprisonnement. Une seule personne a été arrêtée et traduite en justice, <sup>61</sup> comme indiqué dans le rapport Londa 2020 pour la Namibie. <sup>62</sup>

La loi namibienne sur la diffamation est basée sur "l'actio injuriarum" <sup>63</sup> du droit romain. <sup>64</sup> Pour avoir gain de cause dans une action en diffamation, un demandeur doit établir que le défendeur a publié une déclaration diffamatoire le concernant.

<sup>54.</sup> Initiative Paradigm « Communiqué de presse : pannes d'Internet au Cameroun, au Congo et en Namibie » (2021) https://paradigmhq.org/press-release-internet-outages-in-cameroon-congo-and-namibia/ (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>55.</sup> Ghana News "Internet s'éteint pendant 3 jours au Cameroun, au Congo et en Namibie" (2021)

https://ghanaafricanews.com/internet-goes-off-for-3-days-in-cameroon-congo-and-namibia/ (consulté le 10 janvier 2022) 56. New Era Newspaper "Teacher faces secretariat for présumé racisme" (2020) https://neweralive.na/posts/teacher-faces-prosecution-for-alleged-racism (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>57.</sup> Le journal namibien "Ekandjo s'en prend au mariage gay, à l'avortement et à la dagga" (2021)

https://www.namibian.com.na/6215434/archive-read/Ekandjo-lashes-out-at-gay-marriage-abortion-and-dagga voir aussi The Namibian (2021) « SPYL va après les homosexuels sataniques » disponible sur https://www.namibian.com.na/211637/archive-read/SPYL-goes-after-satanic-homosexuals (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>58.</sup> All Africa "Namibia: Hate Speech Not Defined As an Offence - Ombudsman" (2021)

https://allafrica.com/stories/202106160346.html (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>59.</sup> Toute l'Afrique "Namibie: Ekandjo s'en prend au mariage gay, à l'avortement et à Dagga" (2021)

https://allafrica.com/stories/202111170508.html (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>60.</sup> Le journal namibien "COVID -19 Fake News now a crime" (2020) https://www.namibian.com.na/200224/archive-read/Covid-19-fake-news-now-a-crime (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>61. «</sup> L'homme namibien arrêté pour avoir diffusé de fausses informations sur le COVID-19 » (2020)

https://www.namibian.com.na/201419/archive-read/Man-arrested-for-spreading-fake-Covid-19-news (consulté sur 10 janvier 2022) 62. N Gervasius, 'Namibia Londa Report 2020'(2020) https://paradigmhq.org/wp-content/uploads/2021/05/lr-Namibia-Digital-Rights-Inclusion-2020-Report.pdf (consulté le 10 janvier 2022)

<sup>63.</sup> Actio Injuriarum est commis lorsqu'une personne, sans justification, porte intentionnellement atteinte à la dignité d'autrui ou envahit la vie privée d'autrui - Zimbabwe Legal Information Institute 'Chapitre 3: Diffamation et autres actions en vertu d'Actio Injuriarum" http://old.zimlii.org/content/chapter-3-diffamation-and-other-actions-under-actio-injuriarum (consulté le 25 février 2022)

<sup>64.</sup> Ministère de la justice « E-Justice (divers) » (2018) https://ejustice.moj.na (consulté le 10 janvier 2022)



augmentation des affaires de diffamation devant les tribunaux namibiens. Certains des cas les plus importants à ce jour incluent:

- En mars 2021, un éminent avocat, homme d'affaires et président de la Premier League namibienne (NPL) a poursuivi 65 un certain propriétaire de club pour diffamation après que ce dernier ait accusé l'homme d'affaires d'avoir versé des pots-de-vin; et a agi de manière corrompue ou illégale dans ses relations commerciales, par le biais de propos tenus dans un groupe WhatsApp.
- En mars 2021, la mondaine Betty Davids a remporté un procès contre <sup>66</sup> le porte-parole du parti politique des Patriotes indépendants pour le changement Immanuel Nashinge qui a tenu des propos diffamatoires à son encontre. Elle l'a poursuivi pour diffamation.
- En avril 2021, la première dame Monica Geingos a déposé une plainte en diffamation contre Abed Hishoono, un mobilisateur du parti politique Independent Patriots for Change. L'affaire est allée en médiation.<sup>67</sup> Il s'agissait d'un enregistrement audio largement diffusé via les réseaux sociaux faisant de fausses déclarations affirmant entre autres que Geingos avait un intérêt commercial dans la société Westair Aviation à travers laquelle elle était clandestinement impliquée dans l'effondrement d'Air Namibia.
- En juillet 2021, un ex-député 68 a poursuivi un député pour calomnie sur Facebook publiée par le député sur sa page de médias sociaux sur la façon dont l'ancien député était un politicien indigne de confiance qui se place en premier sur son électeur.

<sup>65.</sup> Journal New Era « Kauta slaps Ngarizemo with N\$500 000 defamation suite » (2021) https://neweralive.na/posts/kauta-slaps-ngarizemo-with-n500-000-defamation-suit l (consulté le 10 janvier 2022) 66. Nalebrity "Betty Davids gagne le procès contre Immanuel Nashinge" (2021) https://nalebrity.com/drama/betty-davidssues-immanuel-nashinge-for-calling-her-a-prostitute (consulté le 11 janvier 2022) 67. All Africa "Namibia: Geingos' Slander Lawsuit Goes for Mediation" (2021) https://allafrica.com/stories/202104060720.html (consulté le 11 janvier 2022) 68. All Africa 'Namibia: Ex-MP Sues Over Facebook 'Slander' (2021) https://allafrica.com/stories/202107290900.html (consulté le 11 janvier 2022)

## L'EXCLUSION NUMÉRIQUE EN NAMIBIE ET SON IMPACT SUR **LES DROITS HUMAINS**

La Namibie a fait des progrès remarquables avec une fracture numérique entre les sexes de plus en plus réduite en Afrique. Cependant, la fracture numérique du pays existe largement dans la majorité des zones rurales. Le chômage sévit et l'emploi des jeunes devrait atteindre 50,30 % d'ici la fin de 2021.<sup>69</sup> La lenteur de l'adoption du haut débit et le coût des gadgets TIC sont parmi les principaux facteurs qui contribuent à l'exclusion numérique en Namibie. L'évaluation de 2020 de l'Alliance pour un Internet abordable (A4AI) a indiqué qu'un gigaoctet de données en Namibie coûtait 6,62 USD, soit l'équivalent de 1,99 % du revenu moyen d'un ménage par habitant.<sup>70</sup> Alors que la transformation numérique (caractérisée par une accessibilité accrue des services par des moyens numériques tels que l'apprentissage en ligne, les finances en ligne, l'accessibilité en ligne des municipalités) a été accélérée pendant le COVID-19 et s'apprête à être un acteur du changement, le rythme d'adoption reste largement en retard. Certaines des raisons de la situation actuelle comprennent les pénuries de compétences en TIC. La politique namibienne des TIC dans l'éducation est toujours en cours d'examen et les cours de compétences en TIC sont principalement facultatifs

dans le secteur de l'éducation ordinaire et l'étendue de l'inclusivité envers les apprenants handicapés et l'inclusion des genres est inconnue.

## INFRASTRUCTURE NUMÉRIQUE ET PRIORISATION DES TIC

La valeur du secteur des technologies de l'information et de la communication (TIC) est indéterminée en Namibie. Les experts soulignent que la contribution du secteur à l'économie nationale est nettement faible par rapport à des secteurs tels que le tourisme, l'exploitation minière et l'agriculture.<sup>71</sup> Le ministère des TIC a, dans le passé, indiqué son défi dans le développement du secteur. Il a indiqué que sa direction du développement des TIC ne reçoit pas d'allocations budgétaires adéquates pour sa composante d'infrastructure et de développement des politiques. Le développement des infrastructures de télécommunications du pays dépend des opérateurs investissements et cela se poursuit avec la mise à niveau du réseau.<sup>72 73 74 75</sup>

Ainsi, en 2021, la couverture haut débit mobile s'élevait à 37,7% pour la couverture 4G dans tout le pays. Ceci malgré des partenariats dans la fibre optique 76 et des liaisons avec plusieurs câbles sousmarins.77

<sup>69.</sup> New Era « Le chômage des jeunes devrait atteindre 50 % » (2021) https://neweralive.na/posts/youth-unemploymentexpected-to-reach-50 (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>70.</sup> Alliance for Affordable Internet (A4AI) « Namibia- Data-Only Mobile-Broadband » (2020)

https://a4ai.org/extra/baskets/A4AI/2020/mobile\_broadband\_pricing\_usd# (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>71.</sup> New Era "ICTs contribution to the Namibian Economy" (2019) https://neweralive.na/posts/icts-contribution-to-thenamibian-economy (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>72.</sup> Mise à jour des communications "Telecom Namibia met à niveau ses réseaux 3G et 4G" (2020) https://www.commsupdate.com/articles/2020/07/17/telecom-namibia-upgrades-its-3g-and-4g-networks/ (consulté le 11

<sup>73.</sup> Développement des télécommunications "MTC achève la première phase de l'expansion du réseau namibien" (2020) https://developingtelecoms.com/telecom-business/operator-news/9261-mtc-completes-first-phase-of-namibian-networkexpansion.html (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>74.</sup> Le namibien « Powercom builds new network towers » (2021) https://www.namibian.com.na/208887/archiveread/PowerCom-builds-new-network-towers (consulté le 12 janvier)

<sup>75.</sup> Telecom Namibia "Telecom Namibia apporte la connectivité aux zones reculées" (2020)

https://www.telecom.na/media-centre/511-telecom-namibia-brings-connectivity-to-remote-

 $areas\#: \sim text = Telecom\%20 Namibie\%20 apporte\%20 la\%20 connectivité\%20 vers\%20 les\%20 zones\%20 éloignées\%20 Wind la virtue de la vir$ hoek%2C,hub%2C%20à justetitre%20dubbed%20Satlink%20a%20donné%20des%2(consulté le 12 janvier 2022)

<sup>76.</sup> IT News Africa "Un nouveau partenariat apporte la fibre à des milliers de personnes dans la première ville intelligente de Namibie" (2021) (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>77.</sup> All Africa "Namibia: Second Submarine Internet Cable to Land in Namibia" (2021) https://allafrica.com/stories/202102180492.html (consulté le 12 janvier 2022)

**EN 2021, LA COUVERTURE** HAUT DÉBIT MOBILE S'ÉLEVAIT À 37.7%

**POUR LA COUVERTURE 4G DANS TOUT LE PAYS.**  En ce qui concerne l'infrastructure de données, depuis 2015, le gouvernement namibien reçoit une assistance technique du gouvernement estonien<sup>78</sup> pour développer et mettre en œuvre un système d'interopérabilité du gouvernement en ligne. Il s'agit de promouvoir les solutions d'e-gouvernance. Malgré une stratégie d'egouvernement en place, 79 le succès de l'e-gouvernement en Namibie est encore limité. Les questions d'interopérabilité restent un défi pour la réutilisation des données et la prestation efficace des services.

Le partage des infrastructures est le plus grand défi de la Namibie à ce jour, les opérateurs luttant contre le partage des infrastructures. Cette évolution a dominé la majorité des nouvelles technologiques en 2021.<sup>80</sup> 81 82 83 Les querelles mentionnées ci-dessus sont basées sur l'intérêt des bénéfices et contredisent les dispositions<sup>84</sup> réglementaires relatives au partage des infrastructures telles que publiées par le Parlement en 2016. en leur offrant des options et en offrant des prix compétitifs, surtout compte tenu du nombre limité d'acteurs sur le marché.85 La nomination par le président Hage Geingob d'un groupe de travail 4IR chargé d'évaluer<sup>86</sup> les perspectives du pays pour la quatrième révolution industrielle dans le pays a été considérée comme la seule déclaration politique que le pays n'ait jamais faite pour positionner la technologie comme la prochaine frontière du développement à ce jour.



78. Cybernetica "Namibia Governmental Interoperability Framework Nam-X" (2021)

https://cyber.ee/resources/case-studies/namibia-government-interoperability-framework-nam-x/ (consulté le 11 janvier 2022)

79. Cabinet du Premier ministre « E-Government » (2021) https://opm.gov.na/e-governance (consulté le 11 janvier 2022

82. Eagle FM (2021) "MTN n'a pas besoin de co-investir dans l'infrastructure MTC" disponible sur

<sup>80.</sup> New Era « MTC promet de contester la directive sur le partage des infrastructures du CRAN » (2021) https://neweralive.na/posts/mtc-vows-tochallenge-cran-infrastructure-sharing-directive (consulté le 11 janvier 2022)

 $<sup>81. \</sup> Namibian \ Sun \ «\ MTC\ can \ block\ infrastructure\ »\ (2021)\ https://www.namibiansun.com/news/mtc-can-block-infrastructure-sharing2021-10-22$ (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>83.</sup> Le namibien "Communications regulator MTC clash over infrastructure sharing" (2021) https://www.namibian.com.na/6214873/archiveread/Communications-regulator-MTC-clash-over-infrastructure-sharing (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>84.</sup> Communications Regulatory Authority of Namibia CRAN) Journal official de la République de Namibie. Non. 6141 de 2016) (2016) https://www.cran.na/yglilidy/2019/12/6141-Gen\_N393-402\_4\_Oct\_2016.pdf (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>85.</sup> New Era ) "Les consommateurs bénéficieront du partage des infrastructures" (2021) https://neweralive.na/in/posts/consumers-to-benefit-frominfrastructure-sharing (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>86.</sup> Windhoek Observer « Geingob appoints 4IR Task Force » (2021)https://www.observer24.com.na/geingob-appoints-4ir-task-force/ (consulté le 11 janvier 2022)

<sup>87.</sup> L'"intelligence artificielle" namibienne - un monde d'opportunités pour la Namibie" (2021) https://www.namibian.com.na/6215274/archiveread/Artificial-Intelligence-%E2%80%93-A-World- of-Opportunity-for-Namibia (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>88.</sup> The Economist "L'intelligence artificielle résoudra-t-elle certains des problèmes urgents de l'agriculture namibienne" (2021) (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>89.</sup> NUST Faculty of computing and Informatics « Data Science, Machine Learning and Artificial Intelligence (DSMLAI) » (2021) https://www.nust.na/sites/default/files/event/BookletAbstracts2021.pdf (consulté le 12 janvier 2022)

De même, la Namibie n'a pas encore de proposition de politique concernant la 5G. Cependant, en octobre 2021, le régulateur des communications (CRAN) a invité un expert d'Intel<sup>90</sup> à discuter de la 5G et de l'intelligence artificielle avec ses parties prenantes Engagement d'harmonisation du spectre qui visait à soutenir la mise en œuvre de la 5G, du Wi-Fi 6E et du WiGig.

De plus, le régulateur et le ministère de l'Environnement ont été chargés par le cabinet de réaliser une évaluation environnementale sur l'impact de la 5G.91 Les résultats de cette étude n'ont pas encore été rendus publics. À la lumière de cette lacune politique, cependant, des allégations de corruption concernant le déploiement d'un réseau 5G entre la ville de Windhoek et la société technologique chinoise Huawei ont été rapportées dans les médias en 2020.92 Les rapports négatifs des médias ont entraîné un examen public et des plans pour mettre en œuvre le projet étant opposé.93 L'ancien conseil de la ville de Windhoek était divisé quant à la manière dont la mise en œuvre se poursuit et dans quelle mesure celle-ci.

#### **GENREETTIC**

Actuellement, la Namibie n'a pas de position politique sur la perspective des TIC et ses perspectives positives en matière de genre.

Ceci malgré des appels isolés 94 au pays pour qu'il se positionne à cet égard. Un rapport de 2020 sur les droits des femmes 95 en ligne du chapitre Namibie de l'Internet Society révèle que seulement 47% des femmes namibiennes ont accès à Internet et que le pays n'a pas de politique nationale - y compris la politique de genre, ni ne reconnaît les TIC comme un outil pour - lutter contre les inégalités de genre. En outre, le rapport indique qu'il n'y a pas d'objectifs clairement définis pour l'utilisation des TIC pour l'autonomisation des femmes. Dans l'ensemble, aucune donnée ventilée par sexe sur les TIC n'est collectée régulièrement pour éclairer les politiques ou les interventions en matière de genre à tous les niveaux.

Compte tenu de ces lacunes, la violence sexiste en ligne<sup>96</sup> 97 qui se manifeste sous diverses formes est devenue 98 99 un phénomène courant en Namibie. Un rapport approfondi de l'Internet Society 100 indique une tendance inquiétante à la violence ciblant les femmes journalistes, les femmes politiques ainsi que les femmes occupant des postes importants. En réponse, des suggestions ont été avancées, recherchant par exemple les prochaines lois liées au numérique, en particulier la loi sur la protection des données, à utiliser pour protéger les femmes.<sup>101</sup>

<sup>90.</sup> Autorité de régulation des communications de Namibie (CRAN) "Présentation : Examen de la stratégie d'attribution du spectre" (2021) (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>91.</sup> All Africa "Namibia: Govt Hops On 5G Bandwagon" (2020) https://allafrica.com/stories/202007280803.html (consulté le 12 janvier

<sup>92.</sup> Al Jazeera "Allégations de corruption dans l'accord namibien 5G avec Huawei" (2020)

https://www.aljazeera.com/news/2020/7/15/exclusive-corruption-allegations-in-namibian-5g-deal-with-huawei (consulté le 12 janvier

<sup>93.</sup> BIZ Tech Africa « Les plans 5G de Windhoek opposés » (2020) https://www.biztechafrica.com/article/windhoeks-5g-plansopposed/15770/ (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>94.</sup> N Gervasius, "Interroger le rôle des TIC dans l'autonomisation des femmes" (2020) https://www.namibian.com.na/199049/archiveread/Interrogating-the-role-of-ICTs-in-Women-empowerment (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>95.</sup> Web Foundation "Namibia Women Rights Online Report" (2020) http://webfoundation.org/docs/2020/08/GenderReport-Namibia.pdf (consulté le 12 janvier 2022)

<sup>96.</sup> Nalebrity « Betty Davids aurait appelé une prostituée » (2021) (consulté le 13 janvier 2022)

<sup>97.</sup> Global Citizen "Namibia's First Lady Stands Up to Misogynist Internet Trolls in Powerful Viral Video" (2021)

https://www.globalcitizen.org/en/content/namibia-first-lady-monica-geingos-gender-abuse/ (consulté le 13 janvier 2022)

<sup>98.</sup> Namibian Sun « Un homme arrêté pour du porno revenge » (2017) https://www.namibian.com.na/204429/archive-read/Manarrested-over-revenge-porn (consulté le 13 janvier 2022)

<sup>99.</sup> Namibia Daily) « Conséquences de la cyberintimidation sur les réseaux sociaux » (2021 (consulté le 13 janvier 2022)

<sup>100.</sup> Au moment d'écrire ces lignes, le rapport n'avait pas été publié.

<sup>101.</sup> N Gervasius, « Can legislation address Online Gender Based Violence in Namibia » (2021) https://openinternet.global/news/canlegislation-address-online-gender-based-violence-namibia (consulté le 13 janvier 2022)



#### **CONCLUSION**

La Namibie continue de rechercher activement une plus grande inclusion dans le développement technologique. Ceci est démontré entre autres par la nomination d'un groupe de travail présidentiel sur 4IR. L'espoir est que cela conduira à l'harmonisation des différentes structures de la société grâce au développement technologique en fixant un objectif numérique commun pour le pays.

En ce qui concerne l'infrastructure, l'absence d'un budget d'investissement dédié au développement de l'infrastructure des TIC a présenté des défis éminents au sein du secteur qui ne peuvent être résolus que par la mise en œuvre à la fois du véhicule d'infrastructure à usage spécial et des réglementations sur le partage de l'infrastructure, comme prévu par le plan de prospérité Harambee II.<sup>102</sup>

Une question émergente à partir de 2021 est l'inaction dans l'adoption et la mise en œuvre des lois sur l'accès à l'information, la cybercriminalité et la protection des données. La promulgation de ces lois revêt une plus grande valeur pour l'inclusion numérique des utilisateurs d'Internet dans le pays. Un cas particulier ici est la recherche de contacts pendant COVID-19 qui s'est avérée avoir mis des données personnelles à risque en Namibie compte tenu de l'absence de directives sur la conservation des données.

Les preuves de cette recherche révèlent en outre que les réglementations COVID-19 sur l'apprentissage en ligne se sont avérées avoir causé de nouvelles disparités au sein du système éducatif et remis en question la dynamique de genre entourant l'apprentissage en ligne ainsi que des facteurs tels que la fracture numérique ruraleurbaine, les questions de handicap ainsi que l'accès à la technologie. Les investissements importants signalés dans le secteur de l'éducation en ligne doivent être guidés pour assurer une inclusion totale.

L'introduction des identifiants numériques est un développement qui mérite d'être suivi compte tenu des exemples de la région et au-delà montrant des éléments d'exclusion pour certains membres des sociétés. En outre, la mise en œuvre de l'enregistrement de la carte SIM, si elle n'est pas bien gérée, présente un potentiel de méfiance et de censure publique. La stratégie numérique nationale tant attendue pourrait apporter une solution claire aux défis persistants du pays avec la mise en œuvre du Fonds d'accès et de service universels, entre autres.

#### RECOMMANDATIONS

Pour faire face aux défis du pays et pour réaliser pleinement les droits numériques et l'inclusion au profit des citoyens, les recommandations suivantes sont avancées:

### Le gouvernement est invité à prendre en considération les recommandations suivantes:

- Explorer les cadres d'octroi de licences de spectre libéral et poursuivre l'octroi de licences non conventionnelles d'espaces TV pour accroître la connectivité.
- Prendre des mesures plus audacieuses pour opérationnaliser le Fonds pour l'accès et le service universels afin de garantir l'accessibilité des communautés non connectées et marginalisées telles que les femmes, les communautés rurales et les personnes handicapées ayant accès au service Internet.
- Envisager un budget fiscal dédié au développement de l'infrastructure des TIC pour réaliser la numérisation nationale complète.
- S'engager à travers un modèle multipartite en ce qui concerne sa position officielle sur la 5G, y compris le développement d'une politique connexe ainsi que d'autres technologies émergentes telles que l'intelligence artificielle.
- Établir des délais clairs concernant l'avenir de la réglementation COVID-19 sur la désinformation.

#### Le Parlement devrait:

- Adopter sans plus tarder les projets de loi sur la protection des données et la cybercriminalité et garantir la protection des droits numériques à cet égard.
- Adopter la loi sur l'accès à l'information, pour faire preuve de transparence, donner la priorité à la prestation de services et garantir la confiance dans la connectivité.

#### La société civile est invitée à:

- Sensibiliser aux maux sociaux résultant d'Internet, tels que la violence en ligne ciblant les groupes vulnérables de la société.
- Engager activement le gouvernement et les agences sur l'impact technologique émergent sur la société, tels que la simplification des effets et les défis des identifications numériques.

- Surveiller l'impact sur les citoyens des réglementations telles que les enregistrements SIM obligatoires.
- Sensibiliser aux développements tels que l'intelligence artificielle et son impact potentiel sur la société.
- Sensibiliser sur les engagements significatifs en ligne pour éviter de diffamer les autres.
- Sensibiliser aux droits numériques et à l'inclusion.

#### Le milieu universitaire est invité à:

- S'engager constamment dans des activités de sensibilisation du public en partageant des connaissances scientifiques sur des questions telles que la désinformation, le genre et les TIC ainsi que l'intelligence artificielle.
- Produire des connaissances scientifiques en tant que preuves convaincantes à des fins d'élaboration et de mise en œuvre des lois.



Le gouvernement doit envisager un budget fiscal dédié au développement de l'infrastructure des TIC pour réaliser la numérisation nationale complète.

Londa 2021 développe le rapport de l'année dernière avec des conclusions de 22 pays, examinant les thèmes de la vie privée, de la liberté d'expression, de l'accès à l'information, de la segmentation et de l'exclusion, de la transformation numérique, de l'abordabilité, du genre et autres dans les cadres législatifs existants, et dans le contexte d'un élargissement fracture numérique. Cette édition capture les lacunes et propose des recommandations pour parvenir à une Afrique numériquement inclusive et respectueuse des droits.



#### **Paradigm Initiative**

374 Borno Way, Yaba, Lagos, Nigeria Email: media@paradigmhq.org www.paradigmhq.org







